

QUATRIEME CYCLE D'ANALYSE DES MARCHES 4, 5 ET 6

MARCHES PERTINENTS DU HAUT ET DU TRES HAUT DEBIT ET DES SERVICES DE CAPACITES

Réponse à la consultation publique du 21 février 2014 relative aux projets de décision

Synthèse

Bouygues Telecom répond à la consultation en développant deux points.

En premier lieu, Bouygues Telecom souhaite que compte tenu des mouvements en cours sur le marché des communications électroniques en France, en particulier de la difficulté de prévoir la composition du paysage dans un avenir très proche, le processus de révision des analyses des marchés 4, 5 et 6 actuellement en cours soit mis entre parenthèses, sur une durée qu'on peut évaluer de 6 à 9 mois. Le moment venu, il s'agira de prendre en compte l'éventuel nouveau paysage, recueillir les positions des acteurs et mener à bien les analyses nécessaires.

En second lieu, indépendamment de la problématique évoquée ci-dessus, Bouygues Telecom estime qu'afin de lui permettre de poursuivre son développement sur les marchés fixe résidentiel et entreprise, il lui faut acquérir une plus grande autonomie commerciale, qui passe notamment par le dégroupage pour lequel il ne saurait demeurer de barrières artificielles. Les commentaires de Bouygues Telecom sur les obligations imposées à Orange, notamment pour adresser cette problématique sont les suivants :

- prévoir un encadrement tarifaire pluriannuel sur le tarif du dégroupage pour assurer une prévisibilité et variabiliser les tarifs des prestations connexes associées au dégroupage ;
- encadrer les frais d'accès au service lors de la migration en masse de client du bitstream vers le dégroupage en imposant à Orange que ces derniers n'intègrent pas de coût de construction de ligne pour ne pas pénaliser notre programme de dégroupage ;
- revenir aux conditions initiales de l'offre LFO (frais d'accès au service de 2000€ et nombre de fibres par lien) afin de ne pas pénaliser notre programme de dégroupage ;
- s'assurer que les opérateurs tiers disposent de la visibilité suffisante quant à leur plan d'investissement et de déploiement, notamment par la mise à disposition le plus en amont possible de la liste des NRA devant NRO ;
- diminuer le nombre de constructions de lignes notamment par l'historisation des déconstructions et poursuivre l'amélioration des processus opérationnels de dégroupage qui restent encore largement déficients ;
- s'assurer que le tarif de la composante trafic de l'offre bitstream 2P permette un développement économique des offres 2P + TV non linéaire en zone non dégroupée ;
- revoir le découpage géographique et les obligations tarifaires envisagées sur les offres de gros d'accès activés sur support cuivre et fibre optique pour permettre un développement de la concurrence sur le marché entreprise ;
- mettre en place l'obligation de répliquabilité technique et économique des offres de détail d'Orange basées sur les accès NGA, conformément à la recommandation de la Commission européenne relative à la non-discrimination.

1 Le contexte actuel du marché des télécommunications en France mérite que le processus de révision d'analyse des marchés 4, 5 et 6 soit mis entre parenthèse pour, le moment venu, pouvoir prendre en compte l'éventuel nouveau paysage

Bouygues Telecom souhaite que compte tenu des mouvements en cours sur le marché des communications électroniques en France, et par conséquent de la difficulté de prévoir la composition du paysage dans un avenir très proche, le processus de révision des analyses des marchés 4, 5 et 6 actuellement en cours soit mis entre parenthèses pour, le moment venu, prendre acte du nouveau paysage, tant sur les marchés de détail que sur les marchés de gros et, le cas échéant, revoir l'analyse actuelle desdits marchés.

En effet, selon les Lignes directrices de la Commission Européenne sur l'analyse du marché (2002/C165/CE), « les ARN procéderont à une évaluation structurelle prospective du marché pertinent, en se fondant sur les conditions existantes ».

Par ailleurs, dans le cadre des analyses de marchés, l'ARCEP doit, conformément à l'article L. 37-1 du code des postes et des communications électroniques, tenir compte de « l'évolution prévisible de la concurrence » et, selon l'article D. 301 du même code, réexaminer l'analyse de marché « lorsque l'évolution de [ce] marché le justifie ». Ainsi, Bouygues Telecom considère que l'ARCEP ne peut s'affranchir, d'une part, de recueillir la position des acteurs, et, d'autre part, de mener à bien les analyses nécessaires relatives aux conséquences qui pourraient résulter de la mutation en cours du secteur.

Il est aujourd'hui trop tôt pour se prononcer ou tirer des conclusions, mais Bouygues Telecom pourra être amené à revenir vers l'ARCEP dès lors que la situation de marché se sera stabilisée.

La suite de la réponse de Bouygues Telecom est menée à isopérimètre sans intégrer les éventuelles conséquences des mouvements en cours.

2 Bouygues Telecom doit continuer son développement sur le marché fixe grand public et entreprise en acquérant une plus grande autonomie commerciale

2.1 Bouygues Telecom ne doit pas rencontrer de barrières artificielles qui le contraindrait dans son programme de dégroupage

2.1.1 Prévoir un encadrement pluriannuel sur le tarif du dégroupage pour assurer une prévisibilité et variabiliser les tarifs des prestations connexes associées au dégroupage

Bouygues Telecom note que les tarifs du dégroupage n'ont pas évolué entre 2005 et 2010, mais que depuis 2010, des évolutions annuelles se sont produites, parfois à la baisse, en 2011, 2012 et 2013 et dernièrement à la hausse en 2014.

Bouygues Telecom comprend que la tendance des tarifs du dégroupage est à la hausse, notamment liée à l'effet de l'IFER.

Bouygues Telecom alerte l'Autorité sur la nécessité d'une prévisibilité suffisamment longue sur les évolutions des tarifs. En ce sens, même un préavis de 3 mois, a fortiori si l'évolution intervient en début ou en cours d'année, ne permet pas de prendre en compte l'évolution suffisamment en avance pour mener à bien les différents exercices budgétaires.

Afin d'assurer au mieux cette prévisibilité, particulièrement nécessaire dans le cadre du programme de dégroupage en cours, Bouygues Telecom souhaiterait que l'Autorité mette en place un encadrement tarifaire pluriannuel du tarif du dégroupage, à l'instar de ce qui est fait sur les terminaisons d'appel. Il s'agit en effet d'une facilité essentielle dont aucun opérateur alternatif ne peut s'affranchir et pour laquelle toute évolution tarifaire s'applique à l'ensemble du parc.

En complément, Bouygues Telecom souhaite rappeler sa proposition d'une variabilisation des petits tarifs de dégroupage (hébergement, énergie, réglette de renvoi) consistant à ramener ces tarifs à la ligne cuivre. Une telle proposition est de nature à abaisser le coût initial de dégroupage pour un nouvel entrant. En effet, elle facilite son entrée sur le marché et limite les effets anticoncurrentiels d'une péréquation entre petits et gros NRA que seul Bouygues Telecom aurait à supporter aujourd'hui.

2.1.2 Encadrer les frais d'accès au service lors de la migration en masse de client du bitstream vers le dégroupage en imposant à Orange que ces derniers n'intègrent pas de coût de construction de ligne pour ne pas pénaliser notre programme de dégroupage

Bouygues Telecom accueille favorablement la disposition du projet d'analyse de marché 4 qui prévoit qu'« *Orange peut proposer des offres adaptées à la migration de masse des abonnés d'un opérateur lorsque celui-ci prévoit de migrer en dégroupage l'ensemble de ses abonnés d'un NRA qu'il projette de dégroupier et qu'il fournit à Orange des prévisions de migration dans un délai suffisant.* ».

Toutefois, Bouygues Telecom estime que, d'une part, il devrait s'agir d'une obligation, et, d'autre part, qu'il serait pertinent que l'ARCEP précise a minima : « *notamment en ne comptabilisant pas de part de construction de ligne dans les frais d'accès au service* ».

En effet, le tarif actuel des frais d'accès au service de 56€ résulte d'une péréquation entre les cas de réutilisation des lignes existantes et les cas de construction de ligne. Or, lors d'une migration en masse de clients existants du bitstream vers le dégroupage, il n'y a, par définition, pas de construction de ligne à opérer. Par ailleurs, le technicien Orange chargé d'effectuer cette migration procédera d'un coup à la migration de l'ensemble des clients raccordés à un même NRA. Dès lors, de nombreux coûts ne devraient pas être comptabilisés dans une opération de migration en masse, sans pour autant que cela ne crée de discrimination entre opérateurs compte tenu de la spécificité d'une telle opération en masse.

[SDA]

Obtenir la réduction de ces coûts est donc une priorité. Bouygues Telecom estime en effet que les frais d'accès au service, dans le cas de migration en masse, devraient être nettement inférieurs aux 56€ existants.

[SDA]

2.1.3 Revenir aux conditions initiales de l'offre LFO (frais d'accès au service de 2000€ et nombre de fibres par lien) afin de ne pas pénaliser notre programme de dégroupage

Des conditions équitables doivent être rétablies quant à la mise en œuvre de la collecte LFO.

Les évolutions intervenues depuis plus de deux ans, et plus particulièrement l'évolution sur les FAS LFO introduite en 2012, pénalisent fortement un opérateur menant un vaste programme de dégroupage:

- pour un NRA d'une taille supérieure à 2000 lignes, le prix LFO au mètre linéaire est aujourd'hui 2 fois plus élevé que celui pratiqué il y a quelques années, sauf si l'opérateur dégrade son architecture technique pour ne disposer que d'un seul lien de transmission au lieu de 2 ;
- les frais d'accès au service LFO ont été multipliés par près de 5, portant ainsi le coût de mise en place d'un réseau LFO pour 5000 NRA de 10 M€ à 48 M€. Un tel écart de coûts équivaut au coût d'investissement pour le dégroupage de 1000 NRA comptant entre 3000 et 5000 lignes.

De telles évolutions des principes tarifaires ne nous paraissent pas justifiées. Si les coûts sous-jacents ne sont pas contestés (réaménagement du réseau Orange afin de garantir une disponibilité de 95 % de LFO), le choix de tarification conduit à ne faire supporter les coûts de réaménagement qu'au seul opérateur dernier arrivé. Une telle disposition est contraire aux principes de tarification retenus par la régulation dans des situations analogues.

Bouygues Telecom note que le projet d'analyse de marché 4 mis en consultation publique prévoit, dans ses motifs, que l'offre LFO soit fournie dans des conditions tarifaires non-excessives, c'est-à-dire ne faisant pas obstacle à l'extension du dégroupage, ni au déploiement de boucles locales optiques.

Bouygues Telecom accueille favorablement cette proposition dans la mesure où cela s'applique à tout opérateur dégroupé, y compris celui allant dégroupé des zones déjà dégroupées par d'autres opérateurs alternatifs.

Toutefois, Bouygues Telecom relève que l'article 36 du projet de décision de l'analyse de marché 4 qui encadre les obligations de fourniture de l'offre LFO ne mentionne pas cette notion de conditions tarifaires non-excessives, ce qui devrait par conséquent être précisé.

Ainsi, pour lui permettre de mener à bien son dégroupage, de manière équitable vis-à-vis des autres opérateurs alternatifs, Bouygues Telecom souhaite un retour aux conditions tarifaires initiales de l'offre LFO, plus précisément : des FAS de 2000 € et la mise à disposition de deux liens. La répercussion des coûts doit impacter en conséquence le tarif de redevance annuelle au mètre linéaire (composante OPEX) ; la variabilisation de cette composante au nombre de clients (accès dégroupés) permettrait en outre de faciliter l'entrée des nouveaux acteurs.

En outre, Bouygues Telecom est favorable à ce que soit introduite une modalité supplémentaire de tarification LFO, reposant sur un principe d'IRU d'une durée de 20 ans qui semble cohérent avec les durées retenues dans le cadre de la boucle locale fibre.

2.1.4 S'assurer que les opérateurs tiers disposent de la visibilité suffisante pour leur plan d'investissement et de déploiement, notamment par la mise à disposition le plus en amont possible de la liste des NRA devant NRO

Bouygues Telecom estime essentiel que les opérateurs qui accèdent aux lignes fibre déployées par l'opérateur conduisant le déploiement de la fibre puissent disposer d'une visibilité suffisante pour planifier leurs investissements.

En premier lieu, sans une telle visibilité, il est nettement plus difficile pour Bouygues Telecom d'être en mesure de planifier une extension efficace du dégroupage cuivre puisque la plus grande partie des NRA ne sera pas réutilisée pour la fibre. Il est alors difficile d'entrevoir un retour sur investissement dans le temps limité d'utilisation du cuivre.

En second lieu, Bouygues Telecom n'étant pas présent aujourd'hui sur les NRA qui deviendront NRO, il doit prévoir le déploiement du réseau de collecte jusqu'au NRA/NRO alors que ses concurrents disposent déjà de cette infrastructure.

Bouygues Telecom constate enfin que les arguments avancés par Orange dans ses réponses paraissent peu convaincants. Il est en effet paradoxal que l'opérateur historique ne soit pas en mesure d'identifier les NRA d'une

commune donnée plus de 6 mois avant la livraison du premier PM alors qu'il a manifesté l'intention de couvrir cette commune dès 2011, ce qui n'aurait pu se faire sans une étude de coûts et donc a minima une étude d'ingénierie.

Bouygues Telecom note que le projet de décision d'analyse du marché 4 prévoit dans ses motifs qu'Orange communique la liste des NRA ayant fait et faisant l'objet d'une étude d'implantation d'un NRO, aussi bien à l'initiative d'un opérateur tiers que d'Orange pour ses propres besoins de déploiement.

Bouygues Telecom accueille favorablement cette proposition, mais relève qu'il ne s'agit pas d'une obligation imposée à Orange car elle n'est pas prévue dans le dispositif du projet de décision et que le processus ne prévoit pas l'implantation réelle de ce NRO dans un NRA existant.

Pour prévenir les situations problématiques susmentionnées, Bouygues Telecom souhaite que le processus d'opticalisation d'un NRA soit défini dans les motifs et le dispositif du projet de décision de sorte qu'un délai fixe et suffisamment long soit prévu entre le moment où un opérateur décide d'implanter un NRO dans un NRA existant et le moment où cet opérateur peut utiliser cet NRO à des fins commerciales.

2.1.5 Diminuer le nombre de constructions de lignes notamment par l'historisation des déconstructions et poursuivre l'amélioration des processus opérationnels liés au dégroupage encore largement déficients

Bouygues Telecom est très favorable aux propositions de l'Autorité visant à réduire le nombre de constructions de lignes. En particulier, l'archivage des déconstructions et l'accès à cette base d'archives et la géolocalisation des adresses doivent permettre de mieux qualifier les demandes de construction et d'éviter l'envoi de demandes finalement rejetées au motif que la ligne est toujours construite.

De manière générale, Bouygues Telecom estime que le travail conduit par l'Autorité afin d'améliorer les processus opérationnels liés au dégroupage et la fiabilisation des informations attachées à la ligne (base SETIAR) est essentiel, et Bouygues Telecom appuie entièrement ces travaux, notamment ceux visant à améliorer la compréhension des rejets et à renforcer la qualité du processus SAV+. Plus de 10 ans après le lancement du dégroupage, les déficiences observées dans ces domaines apparaissent clairement comme anormales. Elles pénalisent lourdement l'efficacité de la production des opérateurs alternatifs, impactent fortement les coûts de ces derniers et diminuent finalement la fluidité du marché fixe.

2.1.6 S'assurer que le tarif de la composante trafic de l'offre bitstream 2P permette un développement économique des offres 2P + TV non linéaire en zone non dégroupée

Bouygues Telecom prend note que la solution retenue par l'Autorité pour permettre l'émergence des services de médias audiovisuels dans les offres composites et celles de permettre de proposer dans des délais courts et des conditions tarifaires raisonnables des services de médias audiovisuels non linéaires à leurs abonnés.

Les conditions tarifaires sont prépondérantes dans la mise en œuvre totale de cette obligation et doivent permettre de maintenir le coût de production actuel afin de ne pas impacter le niveau tarifaire et la rentabilité des offres de détail.

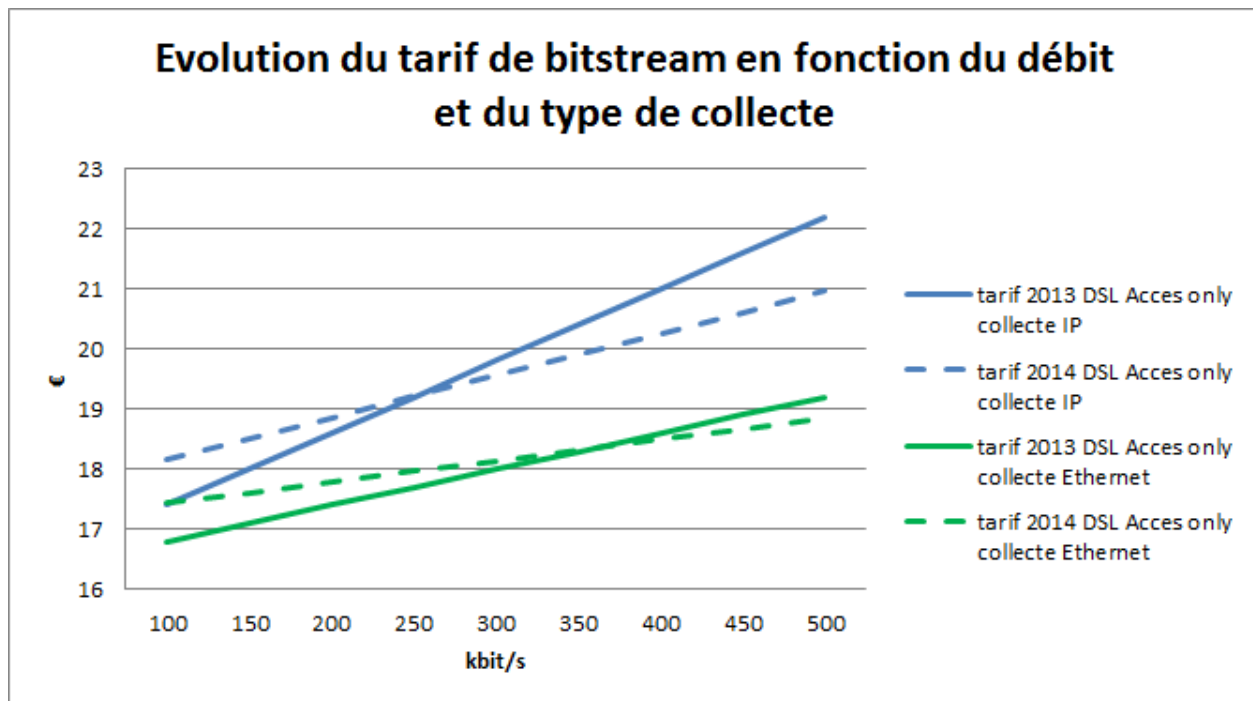
Bouygues Telecom estime que le passage d'un service 2P vers un service 2P + TV non linéaire pourrait entraîner une multiplication des débits par un facteur de l'ordre de 4 (de 120 kbit/s à 500 kbit/s).

Cela implique que le niveau tarifaire de la composante au trafic de l'offre soit divisé par un facteur identique à celui de multiplication de l'usage, soit de l'ordre de 3 €/Mbit/s en IP ou 1,5 €/Mbit/s en Ethernet.

Ce niveau tarifaire est compatible avec le coût de production d'Orange dans la mesure où l'accroissement de l'usage impactera principalement la capacité du backbone de transport régional, la capacité de transport de la collecte NRA n'étant pas modifiée (un NRA de 2000 lignes avec 75 % de pénétration représentera un trafic de 1500 x 0,5 Mbits soit 750 Mbits compatible avec le dimensionnement habituel des DSLAM et collecte pour les NRA opticalisés).

Or, dans la dernière offre de référence d'accès et de collecte DSL d'Orange en date du 15 janvier 2014, le tarif global (abonnement mensuel + collecte) a augmenté à trafic constant et ne baisse pas suffisamment lorsque le trafic augmente, ne permettant pas de rentabiliser l'ensemble des investissements liés à la commercialisation d'offre 2P + TV non linéaire en zone non dégroupée.

En effet, à court, moyen ou long terme, il s'agit d'une augmentation directe du tarif du bitstream sur l'ensemble de la base client. Les nouveaux tarifs imposés par Orange ne seront économiquement intéressants, à collecte équivalente, que lorsque 50% ou plus des clients auront une consommation de 500 kbit/s, tandis que le complément restera sur une consommation de 120 kbit/s. Le changement d'usage de ces clients ne se faisant pas du jour au lendemain, et l'appétence d'une part si significative de la base client n'étant pas avérée, il y a une conséquence directe sur la rentabilité des offres de détail de Bouygues Telecom en zone non dégroupée.



La composante trafic est plus de 2 fois supérieure aux préconisations de Bouygues Telecom à 7€/Mbit/s en IP et 3,5€/Mbit/s en Ethernet, à laquelle s'ajoute une hausse des composantes fixes (abonnement et accès).

[SDA] Si Bouygues Telecom comprend qu'il puisse y avoir une augmentation de 12c€ liée à l'augmentation du tarif du dégroupage, il s'interroge sur les justifications du complément d'augmentation de 58c€.

Dans ce contexte, Bouygues Telecom estime que les conditions économiques de l'offre activée d'Orange ne lui permettent pas d'être en mesure de proposer, dans des conditions tarifaires raisonnables, des services de médias audiovisuels non linéaires aux abonnés en zone non dégroupée, alors que ceci est prévu dans le projet de décision d'analyse du marché 5.

Dès lors, si Orange ne revoit pas la structure tarifaire de cette offre de gros activée, Orange détail sera probablement le seul à pouvoir proposer massivement ces services aux consommateurs se trouvant en zone non dégroupée, renforçant d'autant plus sa position dominante sur ladite zone.

Enfin, Bouygues Telecom estime que le principe selon lequel Orange « doit, dans la mesure du possible, adapter les conditions économiques et techniques de ses offres d'accès activées afin que les opérateurs tiers puissent être en mesure de proposer dans des délais courts et des conditions tarifaires raisonnables des services de médias audiovisuels non linéaires à leurs abonnés en zone non dégroupée. » devrait être repris en tant qu'obligation dans le dispositif du projet d'analyse du marché 5.

2.2 Revoir le découpage géographique et les obligations tarifaires envisagées sur les offres de gros d'accès activés sur support cuivre et fibre optique pour permettre un développement de la concurrence sur le marché entreprise

[SDA]

Bouygues Telecom émet les commentaires suivants sur la régulation proposée par l'ARCEP dans le cadre de son projet d'analyse de marché mis en consultation publique :

Sur les offres de gros d'accès activées sur support cuivre, Bouygues Telecom note que l'Autorité entend distinguer trois zones géographiques complémentaires, en faisant évoluer dans le temps les zones dites de concurrence (ZCEIC et ZCRIC) conformément à la date à laquelle les NRA ont été dégroupés pour offrir des accès SDSL avec GTR 4h par au moins un opérateur alternatif. Sur cette base, toute régulation tarifaire sera levée sur la ZCEIC tandis qu'une obligation de ne pas pratiquer de tarifs d'éviction sera imposée sur la ZCRIC. La zone non dégroupée sera quant à elle régulée en orientation vers les coûts.

Sur les offres de gros d'accès activées sur support fibre, Bouygues Telecom note que l'Autorité entend distinguer deux zones géographiques complémentaires : une première de concurrence effective par les infrastructures (respectant trois critères); une seconde, complémentaire à la première, où le nombre d'infrastructures BLOD déployées permettant une concurrence des offres de gros est insuffisant.

Bouygues Telecom estime que la régulation de ces offres de gros prévues par l'ARCEP méconnaît la situation actuelle du marché des entreprises.

Bouygues Telecom rappelle qu'Orange est largement dominant sur le marché de détail du fixe à destination des entreprises avec une part de marché de plus de 74%.

Dès lors, l'ARCEP devrait non seulement s'attacher à encourager les investissements pour permettre d'assurer une concurrence par les infrastructures, mais également permettre aux opérateurs avec des moyens financiers limités de se développer sur ce marché.

Sur les accès cuivre, Bouygues Telecom estime que la stratégie des opérateurs pour continuer à dégroupier des NRA n'est portée que par les besoins du grand public, l'implémentation de services DSL-E étant par la suite réalisée de manière opportuniste. Il est donc nécessaire de trouver un schéma qui soit le plus juste possible compte tenu des investissements déjà réalisés par les différents acteurs, y compris les réseaux d'initiatives publique.

Bouygues Telecom estime que la proposition de l'ARCEP ne répond pas aux contraintes du marché. En effet, il résulterait de telles dispositions, d'une part, un allègement de la régulation, à terme sur une zone très large du territoire (plus de 4300 NRA), et, d'autre part, une remontée des tarifs en zone rurale avec un risque de fracture numérique pour les entreprises situées dans ces zones. Afin d'encourager les opérateurs à continuer leur dégroupage et à se développer sur le marché dans les zones où ils ne sont pas physiquement présents, Bouygues Telecom estime que la zone de concurrence sur laquelle toute obligation tarifaire est levée vis-à-vis d'Orange devrait être celle sur laquelle il existe au moins 2 offreurs en complément d'Orange, soit aujourd'hui un périmètre de l'ordre de 750 NRA, qui pourrait évoluer dans le temps. Sur le reste du territoire, c'est-à-dire là où Orange, et, parfois, un autre opérateur, sont présents, une obligation tarifaire de non éviction sous contrainte de non excessivité d'une offre de gros concurrente, devrait être imposée à Orange.

Sur les accès fibre, Bouygues Telecom estime que même dans les zones d'activités les plus denses, sur lesquelles il est par ailleurs rare d'avoir plus de 2 offreurs de gros, en complément d'Orange, pouvant adresser un large périmètre, Bouygues Telecom estime qu'il n'y a pas de rationalité économique à un déploiement d'une infrastructure purement BLOD. En effet, les principaux déploieurs d'infrastructures BLOD, Orange SFR et Completel, mutualisent leurs déploiements BLOM (fibre vers le dernier coupleur optique/coaxial dans le cas de Completel / Numéricâble) et BLOD, modifiant alors totalement le coût de production de ces dernières. Il est donc désormais clair qu'un acteur qui ne déploierait une infrastructure que pour la BLOD ne pourra être compétitif face à ces acteurs.

Par conséquent, la régulation proposée par l'ARCEP, qui consiste en une obligation de non éviction dans la zone de concurrence insuffisante, perçue comme une incitation pour les opérateurs alternatifs à déployer leurs propres infrastructures BLOD sur cette zone, n'est pas opérante. La décision d'investissement des opérateurs alternatifs sur cette zone sera guidée par la BLOM et non pas par les besoins pour les entreprises.

Pour encourager les opérateurs à étendre leur empreinte d'accès en fibre optique à destination des entreprises et à se développer dans les zones où ils ne sont pas physiquement présents, Bouygues Telecom estime qu'il serait nécessaire de s'assurer que le cadre réglementaire symétrique de déploiement de la fibre optique mutualisée permette d'adresser l'ensemble des entreprises, même celles situées dans les immeubles dédiés aux entreprises,

et que les déploiements permettent de répondre à l'ensemble de leurs besoins (en particulier pouvoir disposer d'une garantie de temps de rétablissement en 4 ou 8 heure). En complément, sur la zone de concurrence insuffisante, Bouygues Telecom considère que si un principe d'orientation vers les coûts était imposé à Orange, il ne dissuaderait nullement les opérateurs alternatifs de déployer leurs propres infrastructures BLOD car, comme démontré précédemment, celles-ci seront avant tout la conséquence de leur décision d'investir dans la BLOM. A tout le moins, si le principe de non éviction devait être maintenu sur cette zone, il devrait être établi en référence à un acteur mutualisant ses déploiements BLOM et BLOD, avec des coûts moindres qu'un déploiement pur BLOD.

Par ailleurs, Bouygues Telecom relève qu'il n'existe aujourd'hui, sur la boucle locale fibre optique dédiée, que des offres de gros d'accès activées sans que ne soient prévues de possibilité d'accéder à cette boucle locale de manière passive. Dans le cadre de ses réflexions globales visant à accompagner la diffusion du très haut débit au sein des entreprises, Bouygues Telecom estime que, du fait de la situation de marché, il serait proportionné d'imposer à Orange de faire droit à toute demande raisonnable d'accès passif à ses BLOD dans la zone de concurrence insuffisante en un point suffisamment haut du réseau.

Enfin, Bouygues Telecom accueille favorablement la proposition de l'ARCEP selon laquelle « *les protocoles de cession interne d'Orange devraient être établis en cohérence avec l'analyse menée dans la présente décision sur les marchés de gros, et en étroite collaboration avec l'ARCEP et l'Autorité de la concurrence.* ». Il est nécessaire que l'ARCEP et l'Autorité de la concurrence encadrent les protocoles de cession interne. Ces derniers sont effet déterminants dans la manière dont Orange construit ses offres de détail au regard de ses coûts de production.

Bouygues Telecom avait constaté que le périmètre retenu par Orange pour déterminer la zone concurrentielle à ses offres de gros sur fibre optique (CELAN, C2E, CE2O) était de l'ordre de 10km. Cependant, une étude menée par Bouygues Telecom, et transmise à l'ARCEP, montre que le périmètre de la zone permettant d'obtenir un coût incrémental de raccordement d'une entreprise égal au coût moyen de raccordement dans une zone concurrentielle, qualifiant ainsi l'ensemble de la zone de concurrentielle, n'est que [SDA].

2.3 Mettre en place l'obligation de répliquabilité technique et économique des offres de détail d'Orange basées sur les accès NGA, conformément à la recommandation de la Commission européenne relative à la non-discrimination

Bouygues Telecom accueille favorablement la mise en œuvre de l'obligation de répliquabilité technique dont l'objectif est de garantir que les offres de détail d'Orange peuvent techniquement et opérationnellement être reproduites à partir des offres de gros qu'il propose. Cette obligation est particulièrement importante dans le cas de la duplication des offres de détail couplées d'Orange car la reproductibilité de ces dernières nécessite la mise en œuvre de plusieurs produits de gros. Les dispositions prévues par l'Autorité dans ses projets de décisions semblent adaptées à ce qu'un contrôle effectif puisse être mené, à tout le moins, il ne faudrait pas qu'un allègement soit opéré.

En complément, dans la mesure où l'ARCEP souhaite maintenir la levée des obligations tarifaires jusqu'ici imposées à Orange sur ses offres de gros d'accès sur fibre optique, Bouygues Telecom estime qu'elle devrait le faire conformément à la recommandation de la Commission européenne du 11 septembre 2013¹, en particulier ses articles 48 et 49². Ces articles prévoient que l'Autorité de régulation nationale devrait décider de ne pas imposer des tarifs de gros réglementés pour les intrants de gros NGA actifs/passifs lorsqu'elle impose à l'opérateur disposant d'une puissance significative de marché des obligations de non discrimination relatives à ces intrants : (équivalence des intrants, reproductibilité technique, reproductibilité économique), combinée avec une réglementation tarifaires des produits de gros d'accès par le cuivre. Or, il apparaît que l'ARCEP ne retient pour ces offres de gros que l'obligation de reproductibilité technique, sans expliciter les raisons de ne pas imposer les autres obligations possibles et tout en levant les obligations tarifaires sur le cuivre.

¹ Recommandation du 11 septembre 2013 portant sur des obligations de non-discrimination et des méthodes de calcul des coûts cohérentes pour promouvoir la concurrence et encourager l'investissement dans le haut débit.

² Faisant référence en référence aux considérants 50, 55 et 61 à 67

Tout d'abord, Bouygues Telecom estime que l'équivalence des entrants (Eol) devrait se généraliser à l'ensemble des produits de gros, au-delà du seul génie civil. En effet, il existe des asymétries d'information sur l'ensemble de ces produits de gros Orange qu'une simple équivalence des sortants (EoO) ne permet de résoudre. D'une part, les opérateurs alternatifs n'ayant pas accès aux indicateurs de qualité de service remontés par Orange qui semblent, comme l'indique l'ARCEP, montrer que les processus sont de meilleure qualité pour les opérateurs alternatifs que pour la branche de détail d'Orange, aucune vérification n'est possible. D'autre part, il peut s'écouler de nombreux mois avant que les engagements de qualité de service (SLA) et des garanties de niveau de service (SLG) inscrits par Orange dans ses offres de gros ne soient atteints.

En outre, Bouygues Telecom estime que l'obligation de reproductibilité économique, dans l'hypothèse où les obligations de contrôle tarifaire seraient levées, devraient a minima être imposées à Orange sur les offres de gros activées sur fibre optique à destination des entreprises. Il apparaît en effet justifié et proportionné, du fait de la position d'Orange sur les marchés de gros et de détail, que l'ARCEP puisse vérifier que l'opérateur historique ne pratique pas de tarifs de gros qui, non régulés, empêcheraient un opérateur alternatif d'être présent sur le marché de détail, ou encore qu'il ne propose pas de tarifs de détails trop agressifs, entraînant les mêmes conséquences.

2.4 Autres commentaires sur les dispositifs des projets de décision

En complément des points précédents demandant une évolution des obligations imposées à Orange, Bouygues Telecom liste ci-dessous d'autres observations :

2.4.1 Projet de décision d'analyse du marché 4

- à l'article 9 du projet d'analyse du marché 4, l'ARCEP encadre les conditions permettant à Orange de fermer un NRA ou un SR. Bouygues Telecom relève que le principe selon lequel « *les boucles locales optiques destinées à remplacer la boucle locale de cuivre dans la zone arrière du NRA faisant l'objet d'un projet de fermeture devraient en particulier offrir des conditions techniques et économiques d'accès satisfaisantes,* » prévu dans les motifs (section 4.2.2.10), n'est pas repris dans l'article 9 où il a été remplacé par le principe « *des conditions techniques et économiques raisonnables* ». Pour éviter toute ambiguïté dans la lecture des textes, Bouygues Telecom souhaite qu'une harmonisation soit opérée, dans la mesure où la finalité de ces dispositions réside dans le fait que les conditions économiques ne peuvent être moins favorables sur la boucle locale optique que ce qu'elles étaient sur la boucle locale cuivre, afin, a minima, de maintenir les conditions concurrentielles existantes.
- dans le cadre des obligations de non-discrimination et de reproductibilité, il conviendrait de préciser que les différentes prestations doivent être fournies dans les mêmes conditions que celles dont bénéficie la branche de détail d'Orange.
- dans le cadre des obligations de transparence et de publication d'information concernant l'accès, Bouygues Telecom estime que conformément à la section 4.3.3.3.1 des motifs, Orange devrait être tenu de publier toute nouvelle offre de gros au moins 3 mois avant la date de commercialisation prévue afin que les opérateurs tiers soient en mesure de proposer une offre de détail dans un délai équivalent.

2.4.2 Projet de décision d'analyse du marché 5

- en complément du point relatif à l'article 9 du projet de décision de l'analyse du marché 4, Bouygues Telecom estime qu'un article équivalent devrait être intégré dans l'analyse du marché 5 en précisant, comme c'est le cas dans les motifs en section 4.2.2.12, que les boucles locales optique offrent des conditions techniques et économiques d'accès activé satisfaisantes par rapport aux boucles locales cuivre.
- dans l'article 16 portant sur la qualité de service, Bouygues Telecom souhaite, comme c'est le cas dans la décision d'analyse de marché en vigueur (article 11), que la réintégration des dispositions

selon lesquelles les engagements et les garanties de niveau de service doivent être effectives et n'induisent pas de contraintes excessives sur les opérateurs clients de l'offre d'Orange. Bouygues Telecom a bien noté que la notion d'incitation au respect du mécanisme est prévue en Annexe 1, mais cette dernière n'est pas mentionnée dans ledit article.

2.4.3 Projet de décision d'analyse du marché 6

- Bouygues Telecom formule le même commentaire que dans le cadre des analyses de marché 4 et 5 sur les conditions de fermeture d'un NRA afin que soit bien pris en compte le cas des accès activés pour le marché non résidentiel.
- dans l'article 20 ou dans l'annexe A, Bouygues Telecom souhaite qu'il soit précisé que le mécanisme incitatif au respect des engagements et des garanties de niveau de service par Orange n'induit pas de contraintes excessives sur les opérateurs clients de l'offre d'Orange, comme c'est le cas dans la décision d'analyse de marché actuellement en vigueur.
- dans la décision actuellement en vigueur, Orange est tenu de mettre à disposition de l'ARCEP un protocole de cession interne. Bouygues Telecom note que cette obligation a disparu dans le projet de décision mis en consultation publique. En lien avec le point développé dans la section 2.3 du présent document, Bouygues Telecom souhaite que cette obligation soit réintégrée.
- dans la décision actuellement en vigueur, Orange est tenu de communiquer un certain nombre d'informations à l'ARCEP relatives aux contrats signés sur le marché de détail. Une telle obligation a disparu du projet de décision mis en consultation publique. Du fait de la position d'Orange sur le marché de détail, sur lequel Bouygues Telecom ne présage pas que le caractère concurrentiel va s'accroître, Bouygues Telecom estime qu'il est justifié et proportionné que l'ARCEP demande, pour une meilleure transparence, de telles informations à Orange. Bouygues Telecom souhaite que ces obligations, ou dispositions équivalentes, soient réintégrées.

[SDA]